



Communiqué de presse

Montpellier, le 15 septembre 2025

Au-delà de ses missions de contrôle de la gestion des organismes publics locaux, la chambre régionale des comptes peut être saisie par le préfet notamment lorsqu'une collectivité a voté son budget en déséquilibre. Dans ce cas, elle formule des propositions budgétaires à la collectivité, qui doit adopter un budget équilibré et le transmettre à la chambre. Si dans un délai d'un mois, la collectivité n'adopte pas de mesures ou si la chambre constate, dans un deuxième avis, l'insuffisance des mesures adoptées, le préfet pourra alors régler et rendre exécutoire le budget conformément, ou pas, à l'avis de la chambre. Chaque année, la CRC Occitanie rend ainsi une quarantaine d'avis budgétaires.

Le SIVOM Plaine et coteaux du Volvestre est un syndicat à la carte regroupant dix communes membres, situé au sud de Toulouse et de Muret. Couvrant 5 878 habitants, il exerce des compétences variées, obligatoires (SAAD, service d'aide et d'accompagnement à domicile, SSIAD, service de soins infirmiers à domicile, restauration sociale) ou optionnelles (restauration scolaire ou espaces verts).

Le 3 juin dernier, le préfet de Haute-Garonne, préfet de Région, a saisi la chambre régionale des comptes Occitanie pour défaut d'équilibre réel du budget primitif du syndicat, le budget principal et les budgets annexes SAAD et restauration présentant un déséquilibre cumulé de près de 1,5 M€.

Dans un premier avis rendu le 18 juillet dernier, la chambre présentait un plan de retour à l'équilibre sur trois années, 2025-2026-2027, reposant sur la recherche de recettes supplémentaires (augmentation des contributions des communes membres, hausse de la fiscalité additionnelle et augmentation des tarifs de la restauration) et sur la maîtrise par le syndicat du niveau global des dépenses réelles de fonctionnement de chacun des trois budgets.

Le conseil syndical disposait d'un mois pour adopter son nouveau budget. Les mesures prises par le conseil syndical dans sa délibération du 19 août 2025 apparaissent insuffisantes pour conduire le redressement financier dans le cadre pluriannuel défini par la chambre. La délibération a acté le principe de la vente de la cuisine centrale mais aucun élément concernant le prix de vente n'a été porté à la connaissance de la chambre, ni aucun calendrier n'a été arrêté. La délibération ne conduit pas de surcroît à proposer un budget 2025 rectifié dans le délai imparti.

La chambre a donc demandé, dans son deuxième avis du 5 septembre 2025, au préfet du département de Haute-Garonne de régler le budget 2025 de l'établissement et de le rendre exécutoire conformément à son premier avis.

N'hésitez pas à partager dans vos articles sur le web et sur les réseaux sociaux, le lien vers notre rapport ([cliquez ici](#)), ou vers notre site internet ([cliquez ici](#)), où il se trouve en libre téléchargement.



Contacts presse : occitanie-communication@crtc.ccomptes.fr

T +33 4 67 20 73 00

Eric Morel eric.morel@crtc.ccomptes.fr

Caroline Froelig caroline.froelig@crtc.ccomptes.fr

Ferdaos Fassih ferdaos.fassih@crtc.ccomptes.fr

CRC Occitanie

500, avenue des Etats du Languedoc – CS 70755

34064 Montpellier cedex 2

[Site internet](#)

